



Décembre 2022  
**Bureau  
Bamako**



## **Revue de presse du Mali**

### **15.12. – 31.12.2022**

---

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à l'insécurité.

#### **Contenu**

- **Interdiction d'activités Des ONG opérant au Mali sur financement Français**
- **Politique étrangère du Mali : les éclairages du ministre Abdoulaye Diop**
- **NOTE D'ANALYSE DE LA TRANSITION AU MALI : L'OCGS alerte sur des " risques de tensions "**

## Interdiction d'activités Des ONG opérant au Mali sur financement Français

### 294 organisations concernées par la mesure

Le ministre d'Etat de l'Administration territoriale et de la Décentralisation a informé le Conseil des ministres du mercredi 14 décembre, de l'évaluation de la situation des Associations, Organisations Non Gouvernementales, Fondations et assimilées, concernées par la mesure d'interdiction de toute activité au Mali.

Il ressort du Communiqué final de la session que 294 organisations sont concernées par la mesure. En effet, le 21 novembre dernier, le Gouvernement de la Transition a décidé de l'interdiction, avec effet immédiat, de toutes les activités menées par les ONG opérant au Mali sur financement ou avec appui matériel ou technique de la France.

Une décision qui fait suite à l'annonce de l'Etat français de la suspension de son Aide au Développement. La mesure concerne notamment : les associations nationales ordinaires ; les associations signataires d'accord-cadre avec l'Etat ; les associations étrangères et les fondations.

Le ministre en Charge de l'Administration territoriale, Colonel Abdoulaye Maiga a indiqué que, dans le cadre du suivi et du contrôle des activités des associations et des fondations, une commission a été créée suivant la Décision N°02022-000805/MATD-SG du 15 novembre 2022.

Les travaux de la Commission ont permis de dénombrer 294 Associations, Organisations Non Gouvernementales, Fondations et assimilées concernées par la mesure, a-t-il informé le Conseil des ministres.

Ladite Commission recommande également la tenue de réunions d'information en vue d'expliquer les modalités d'application du décret d'interdiction du 29 novembre 2022 et de présenter les mesures complémentaires prises par le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation.

Il s'agira également de prendre des mesures adéquates pour adapter l'ensemble des dispositifs d'intervention des partenaires extérieurs à l'orientation politique et à la souveraineté du Mali. Pour rappel, la France avait indiqué que la suspension de son aide au développement ne concernait pas les organisations humanitaires, estimées au nombre de 55.

Il s'agit d'ONG humanitaires françaises ou internationales intervenant au Mali sur financements français.

Source L'indépendant

### Politique étrangère du Mali Les éclairages du ministre Abdoulaye Diop

« La politique étrangère du Mali : entre reconquête de la souveraineté et tensions diplomatiques », tel était le thème du café politique de l'Institut néerlandais pour la démocratie multipartite (NIMD) dont l'invité était le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop.

C'était en présence des représentants de la société civile, de l'Union européenne ainsi que des anciens diplômés des écoles politiques et démocratiques.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Projet de formation des écoles démocratiques et politiques (Prefodep).

Elle se veut un espace d'échanges sur des sujets de préoccupations nationales de manière à susciter le dialogue constructif.

Mais aussi favoriser le partage d'expériences et de réseautage entre jeunes et femmes avec des personnes venant de divers horizons.

Les cafés ont également pour but de privilégier le dialogue à la violence et d'institutionnaliser la pratique de la redevabilité entre les citoyens et les décideurs.

Quinzième du genre, cette édition intervient après celles des régions et du District de Bamako.

SOUVERAINETÉ- Parlant de la politique étrangère du Mali, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a précisé que c'est la façon d'interagir avec le monde extérieur pour faire entendre les préoccupations du pays afin de promouvoir ses intérêts.

Pour le ministre Abdoulaye Diop, la politique étrangère ne fait que refléter le choix des populations d'un pays.

Depuis la rectification du processus de la Transition, les préoccupations ont été exprimées dans le cadre des Assises nationales de refondation (ANR), a-t-il fait savoir, soulignant que les ANR ont exigé que notre pays puisse s'affirmer, se réaffirmer et promouvoir ses intérêts.

« Le Mali se bat pour sa souveraineté et son indépendance », a dit le chef de la diplomatie malienne. Pour lui, notre pays ne souhaite pas suivre, en particulier, une puissance.

Il a réitéré la position du Mali à bâtir un partenariat gagnant-gagnant, franc, réaliste et sincère, avec les autres pays. Pour lui, tout doit se faire dans un climat d'écoute mutuelle.

Se prononçant sur le Mouvement des non-alignés, l'animateur principal du café politique a indiqué que notre pays à ses intérêts et ses alliances. « Aujourd'hui, l'intérêt du Mali est dans la promotion de la paix », a dit l'orateur. En matière de sécurité, a laissé entendre le ministre Diop, la Russie est le meilleur partenaire de notre pays même s'il fera remarquer plus loin que les puissances ne font que défendre leurs intérêts.

En clair, il a soutenu que le Mali ne suivra aucun pays par sentiment. L'antagonisme entre l'affirmation de la souveraineté et l'intégration sous régionale était également au centre des échanges. À ce propos, le conférencier dira que les deux concepts ne sont pas opposés. « Notre quête de souveraineté n'est pas en opposition avec l'intégration », a clarifié le ministre en charge des Affaires étrangères.

Le chef de la diplomatie malienne s'est dit convaincu que des partenaires étrangers prétendent défendre ces organisations alors qu'ils n'ont d'autres ambitions que de les détruire puis qu'ils sont en train de casser la solidarité entre les Africains. Abordant les défis de l'heure, le ministre Abdoulaye Diop a plaidé pour la solidarité entre les États pour juguler les menaces.

Pour sa part, la représentante pays du NIMD par intérim, Mme Hawa Soumaré, a souligné que l'objectif de sa structure est le changement en profondeur pour une construction collective de l'édifice démocratique. Selon elle, l'information doit prendre le dessus sur la désinformation.

« Les jeunes doivent être outillés pour prendre leur place de leader de demain et bâtir un Mali de leur rêve dans un monde en perpétuel changement », a-t-elle indiqué.

Source : L'Essor

## NOTE D'ANALYSE DE LA TRANSITION AU MALI

### L'OCGS alerte sur des " risques de tensions "

Le document analyse, les enjeux, défis et risques de la Transition et adresse des recommandations. L'OCGS alerte sur des " risques de tensions " et appelle à " renouer le dialogue politique.

Le constat de l'Observatoire Citoyen sur la Gouvernance et la Sécurité (OCGS) est sans appel : les changements restent jusqu'ici limités, le contexte sociopolitique actuel est caractérisé par une réduction de l'espace civique, sur fond d'arrestations.

Ce rétrécissement de l'espace civique se manifeste par « une neutralisation des mobilisations citoyennes voire politiques ».

Il y a aussi, pointent du doigt des organisations de défense des droits humains, citées dans ce rapport, des intimidations et harcèlement judiciaire, arrestations et tentatives d'arrestations, visant des personnes ayant exprimé des opinions alternatives.

Les cas de la chaîne Joliba Tv News, Oumar Mariko et Issa Kaou N'Djim sont mentionnés en exemple.

Des germes de forte instabilité

Cette situation s'accompagne par la division de la société entre pro et anti-Transition, deux catégories qui ne sont pas, pour le moment, en "confrontation directe"

Selon l'OCGS, il est fait état d'une "perte de vitesse des soutiens les plus farouches " qui pourrait s'expliquer par les "difficultés économiques

Un probable " essoufflement " des soutiens, qui va de parallèle avec le silence des acteurs politiques "

" Le contexte actuel comporte les germes d'une forte instabilité politique, à Bamako, qui, conjuguée à l'instabilité de la crise sécuritaire, notamment dans les espaces ruraux, peut rendre la situation difficile, dans les semaines et mois à venir ", peut-on lire dans cette note d'analyse.

Selon l'OCGS, " les tensions au sein de l'appareil sécuritaire sont, pour le moment, maîtrisées, mais leur résurgence représente un risque réel pour la stabilité du pays " ajoutant que "de nouveaux équilibres politiques sont en construction à la tête de l'État, mais ils s'annoncent fragiles ". Cette organisation, dont Baba Dakono est le Secrétaire exécutif, alerte également sur le risque d'une résurgence des revendications, dans six mois, si rien n'est fait.

Elle évoque aussi un risque élevé d'élargissement du périmètre de l'implantation des groupes terroristes, notamment, dans les régions de Ménaka et de Gao.

### Des scénarios pour l'avant-projet de constitution

Sur le plan politique, l'Observatoire égrène la contestation de l'AIGE, le rejet de l'avant-projet de Constitution par une partie de la classe politique.

"Dans un contexte marqué par une diversité d'enjeux et de luttes, l'avant-projet de Constitution va être un marqueur de la polarisation du débat politique, dans les mois à venir ", prévient-il, en dégageant des scénarios.

Ces possibilités, qui s'offrent au pouvoir de Transition, sont : trouver un modus operandi autour de l'avant-projet, faire un passage en force en le soumettant au référendum ou renoncer à la réforme constitutionnelle pour se limiter aux réformes électorales et aux élections.

La mission révèle des inquiétudes liées à la tenue des élections à dates et du chronogramme des réformes politiques et institutionnelles. Elle alerte sur une éventualité de la cristallisation des tensions autour du non-respect du chronogramme.

Elle appelle, à cet effet, à éviter l'escalade, à renouer le dialogue politique, à apaiser le climat social et politique et engager une dynamique nationale autour de la mise en œuvre du calendrier de la Transition.

En termes de défis, liés à l'organisation des élections, elle évoque la question du fichier, la présence de l'Administration sur toute l'étendue du territoire et le financement des opérations électorales.

Source : L'Indépendant

**Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.**

**Ulf Laessing**, Directeur régional programme Sahel  
basé à Bamako

**Aminata Traore**, Assistante de Programmation /  
rédactrice en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

[www.kas.de/Sahel](http://www.kas.de/Sahel)

[https://twitter.com/KAS\\_Sahel](https://twitter.com/KAS_Sahel)

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

[Ulf.laessing@kas.de](mailto:Ulf.laessing@kas.de) / [Aminata.traore@kas.de](mailto:Aminata.traore@kas.de)

---

Badalabougou - Est  
Bamako/Mali  
B.P. E 1247  
Téléphone:  
+223-20.23.00.36  
[Info.bamako@kas.de](mailto:Info.bamako@kas.de)  
[www.kas.de/sahel](http://www.kas.de/sahel)

[www.kas.de](http://www.kas.de)